



Meeting de l'opposition :

Le Front patriotique bientôt dans la rue

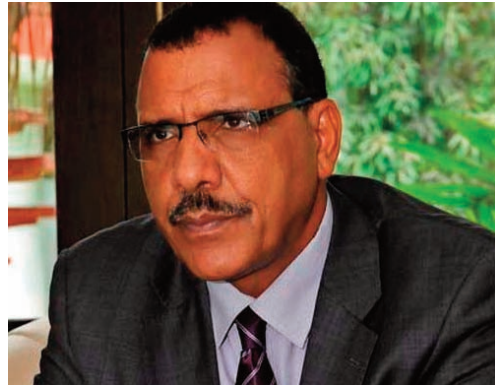
Le Nouveau Républicain

Hebdomadaire Nigérien d'Informations générales

5^{ème} ANNEE N° 269 DU 25 Avril 2019 - PRIX 300 FCFA

Recompositions politiques :

En attendant les prochains ouragans



Gouvernance :

Peut-on organiser des Elections sans l'opposition ?

Enseignement supérieur :

Le forcing de la renaissance



Saddat Illia Dan Mallam :

12 mois de détention sans procès !

Société :

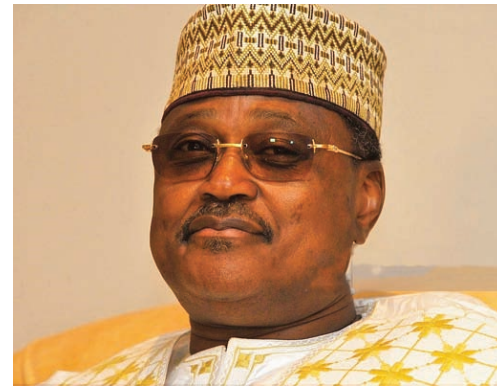
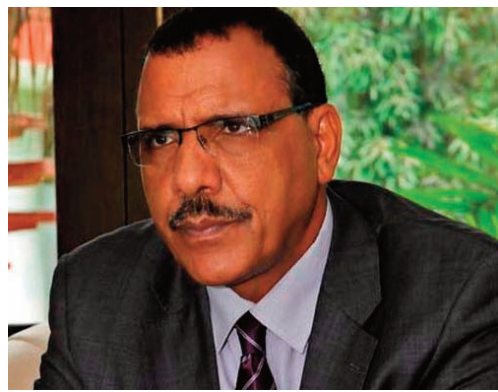
Fin de la mendicité dans la ville de Niamey ?

Objectif des OSC et ses partenaires

Plus de paludisme, tuberculose et de sida d'ici 2030

Recompositions politiques :

En attendant les prochains ouragans



Depuis des jours, l'on observe une certaine fébrilité du climat politique. Il y a de grandes agitations dans les partis politiques : pour les échéances de 2021, aucun n'est serein, tous s'inquiètent de ce qui va arriver et pour ce, avant l'heure, des partis se sont précipités, à investir un candidat, alors même qu'ils ne peuvent savoir ce qui va se passer dans un an, dans deux, toutes choses qui pourraient changer les enjeux et déterminer de nouvelles postures que la conjoncture nouvelle pourra imposer. Les partis politiques vont donc mal. Tous. Sans exception. Qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition. Un syndrome les traverse et le mal est tenace, incurable, chez nombre d'entre eux. Mais d'abord au PNDP qui, faussement, affiche une sérénité qui trompe sur l'état d'esprit, les anxiétés que vivent ses ténors, sur les incohérences qui l'agitent. La course à la succession du président sortant a fini par révéler les incertitudes que vit le parti présidentiel, par éveiller de nouvelles ambitions qui créent de nouvelles lignes dans les partis politiques qui vivent par ces faits de nouvelles contradictions auxquelles ils ne sont pas toujours préparés. Et pour donner l'impression d'avoir noyauté le problème, l'on a, de manière spectaculaire, pris des décisions qui, dans les faits, n'ont fait que confirmer le problème et l'aggraver davantage. Et depuis, ils sont nombreux à se mettre en hibernation, attendant le moment opportun de resurgir pour remettre sur le tapis, le même débat qu'on a cru avoir tranché en l'esquivant, en manquant de courage de l'affronter.

Bazoum pour calmer la tempête

La météo politique avait annoncé de grands orages au PNDP et l'empire rose avait connu de grandes se-

cousses qui ont fait peur. Il avait fallu que le président sorte de ses obligations constitutionnelles, pour s'inviter dans un débat partisan, fut-il dans le parti qui fit de lui président, pour le trancher à sa manière, non sans l'amplifier, même si, par stratégie, ceux qui ouvraient un front dans le parti, avaient fini par opter pour la tactique du « reculer pour mieux sauter », ne pouvant prendre le risque de s'exposer, optant pour une résistance frontale. En vérité, ils sont nombreux à douter de la carte choisie par le camarade président pour calmer le jeu et ramener, ne serait-ce que momentanément la sérénité dans un parti où les esprits avaient commencé à se chauffer. La carte Bazoum ne pouvait servir qu'à cela, et les hostilités, forcément, à une certaine distance de l'échéance, finiront par refaire surface. L'on sait que plusieurs courants traversent le parti de Bazoum par le simple fait que la candidature imposée, ne fait pas l'unanimité, elle divise profondément et de « petits lions », rageurs, attendent dans les bois, le temps de rugir, pour sortir des griffes et des ambitions qu'une hérédité biologique ou politique pourrait légitimer. Dans beaucoup de régions, le soutien à la candidature officielle n'est pas évident, et pour une fois, le président de la République, pourrait comprendre que sa voix ne s'impose plus même dans son sérail et qu'il ne peut imposer des choix qu'une majorité écrasante ne peut tolérer à l'intérieur de son parti, le poussant finalement à des convulsions destructrices et à des échecs irréparables. Le lobbying mené dans la région de Tahoua, n'aurait pas abouti à convaincre une fédération sceptique quant à la fiabilité de la candidature retenue. Le malaise est réel, il couve, et on aura

beau aimer se servir du contentement stratégique de Bazoum afin de contenir ses ardeurs parce qu'il est prêt à tous les défaitismes depuis qu'il commençait à comprendre qu'il n'aurait plus rien à préserver dans le nivellement souterrain de sa candidature, le temps que les eaux furieuses de l'océan agité se calment, la tempête ne peut que s'enflammer car, depuis un certain temps, des antagonismes irréductibles sont nés dans le parti et plus jamais il ne peut être possible de calmer le jeu. Et, il n'y a pas que deux courants !

Mais, il faut reconnaître que le problème n'est pas qu'au PNDP même si son cas pouvait être le plus délicat parce que vivant la déconfiture la plus profonde et la plus irréversible.

Fragilité des partis politiques

Aucun parti, de quelque bord qu'il soit, n'est à l'abri de déchirements. Il n'y a pas un seul parti dans lequel, des courants ne s'entredéchirent pas, et souvent les protagonistes sont allés loin comme chez les camarades où le sieur Massaoudou, ne peut toujours pas se remettre de l'affront de ses amis et compagnons politiques qui doivent s'être servi de lui, pour aujourd'hui le jeter à la poubelle, inutilisable car "objet politique à usage unique". Le CDS, le parti de Hamani Harouna, Hankuri, le MNSD, Kiishin Kassa, Jamhuriya, Lumana, le PNDP, à des degrés divers, font face tragiquement, à des turbulences en leur sein, et rien ne peut permettre de lire avec exactitude, les crises qui les déchirent, les ambitions antagoniques que les étranglent, pour oser des pronostics quant à leur développement, quant à leur dépassement.

La vérité est que le champ politique est aujourd'hui marqué par des incertitudes immenses, et les acteurs

politiques, dans bien de cas très opportunistes, font des calculs, rusent pour se positionner avant de se faire prendre par le courant des prochains séismes car on a beau être espiègle, il y a un déterminisme historique qui échappe à nos ruses, à nos calculs cartésiens. Chacun y va de son calcul certes, dans l'espoir qu'il se place du « bon côté » car l'après Issoufou est plein de mystères, de non-dits, d'impondérables, et chacune joue à savoir profiter des évolutions qui arrivent pour survivre, sans être gravement pessimiste et sans avoir une vision occulte, superstitieuse du sort de notre démocratie, aux prochaines tempêtes.

Notre démocratie, pour une fois encore, est dans l'égarement, empruntant des chemins incertains. Face aux incertitudes, l'on peut relever des éléments de tolérances politique dans les relations politiques, sans doute dans le but de rendre possibles, demain, des rapprochements que la conjoncture nouvelle pourrait dicter à tous. Et surtout qu'ils sont nombreux au sein de la mouvance au pouvoir à se méfier du sectarisme du Guri, de sa gestion qui divise et fragilise une nation. Tant il est vrai que depuis quelques jours, l'on avait vu des partis politiques qui, dans l'adversité du premier mandat, ne pouvaient jamais se rencontrer, commencer à se fréquenter, en ayant la gentillesse de s'inviter à des congrès ou à des manifestations politiques qu'ils ne peuvent que boudier en d'autres temps, l'on avait compris que les uns et les autres avaient compris, qu'il faut savoir se manager en mettant un peu dans son vin, pour rendre possibles des alliances futures, surtout aussi que, le candidat que le PNDP veut imposer, ne fait pas l'unanimité, aussi bien au sein

de son propre parti que dans la mouvance dont un des partis les plus importants, pour lever tout équivoque, s'était précipité à investir avant l'heure, son candidat pour les prochaines échéances. Il fallait que les militants comprennent que le MNSD ne peut s'éclipser pour accompagner le candidat derrière lequel, STJ, demandait à des leaders de la MRN de taire leurs ambitions présidentielles pour s'aligner derrière le candidat « providentiel », peut-on l'imaginer, partageant déjà, avant le sacre pourtant hypothétique, les postes stratégiques.

Comme pour crédibiliser cette analyse, l'on peut par ailleurs observer que depuis des jours, des partis sont en train de naître, deux déjà, et sans doute qu'un troisième est attendu dans les prochaines semaines, voire dans les prochains mois. Mais, c'est le flou total pour l'instant derrière ces partis qui naissent car personne ne peut dire, celui qui, à l'origine, en est l'instigateur. On peut seulement penser et c'est fort probable – que derrière les noms officiels des fondateurs, anonymes pour la plupart, peu ou pas connus, il y a de grosses pontes qui se terrent, attendant le temps opportun que leur dictera la conjoncture politique, pour surgir pour faire face à leur destin politique.

Spéculations...

A la sortie du MPS (Mouvement Patriotique pour le Salut), l'on avait jasé et certains voyaient déjà, sans indices probant si ce n'est le fait qu'on le sait désormais douloureux dans la rumination de ses remords, le parti de Hassoumi Massaoudou. Ses détracteurs à l'intérieur de son parti et certains non avertis du champ politique peuvent oser de telles conclusions hâtives car, il a beau aimer créer un parti, sans doute que ce ne devait pas être celui-là car depuis les douleurs de son éviction brutale et de son humiliation fracassante sur la place publique, il n'avait pas le temps de s'apaiser pour bricoler un parti, or pour oser cette aventure, il lui aurait fallu prendre du recul pour ne pas l'envisager dans la précipitation couteuse, dans la passion destructrice, dans la haine de la vengeance quand même il a conscience que la montre pourrait



jouer contre lui. Il doit sans doute regarder encore car plus que de s'affirmer sur l'échiquier, il a à laver un affront. Et ce n'est pas l'esprit qui manque !

Mais ce parti, comme l'autre, peut être créé à l'initiative de mécontents du PNDS, ces laissés pour compte qui n'ont vu que de la poussière depuis que leur parti gouverne, il y a aujourd'hui huit ans. Ces mécontents sont de toutes les régions, excepté une seule, grassement servie. Le temps, pour ceux-là, est arrivé de régler des comptes, de s'affranchir en même temps d'une hiérarchie socialiste qui les a marginalisés, ostracisés, et qui n'a gouverné que par le sectarisme et le copinage en faisant notamment la promotion des pères et des mères, des fils et des cousins, souvent aussi des gendres et des copines et copains, au détriment des militants qui ont bataillé dans la galère jusqu'au sacre de 2011 qui leur révélera la vraie nature de leurs responsables et de l'approche vengeresse de leur combat politique sur l'Histoire.

Ces nouveaux partis qui arrivent, sont le fait d'un malaise et de déceptions de militants qui ont compris qu'il ne leur reste plus qu'à prendre leur destin politique en main, en s'affirmant courageusement sur l'échiquier, se libérant d'un maternage politique qui a trahi, et pour renouveler le discours politique et dénoncer les maux qui minent notre démocratie et les vraies tares d'un système politique engendré par la conférence nationale qui n'a pas su conduire sur l'essentiel, s'attardant sur des règlements de compte inutiles, depuis que, pendant près de trois décennies, nous la pratiquons, inertes, englués dans l'éternel recommencement. Souvent pour avancer, il faut savoir ne pas regarder dans le rétroviseur de l'histoire pour purifier davantage un cœur qui veut avancer, qui veut faire avancer.



On comprend donc que la carte politique, va se défaire, chamboulant des schémas et repoussant des frontières pour recréer forcément de nouveaux espaces politiques qui pourraient amorcer utilement la gestation du renouvellement générationnel en rajeunissant notamment, sans que ce ne soit une exigence sociale et politique, de la classe politique qui n'a pas su se défaire de ses querelles de personnes pour ouvrir de vrais débats d'idées, programmatiques, afin de nous éviter ces pitreries de chamailleries totalement décalées de nos préoccupations, de nos urgences, de nos centres d'intérêt.

Tout l'échiquier est sur les starting-blocks des prochains réaménagements, des prochaines recompositions pour une classe politique dont la majorité a compris que le pays va mal et qu'au lieu de suivre aveuglement, presque servilement, il y a à ouvrir enfin les yeux pour ne pas se couler avec un navire ivre qui tanguent quand ses commandants à bord, ne peuvent avoir la lucidité de comprendre des cris qui déchirent le ciel d'un pays et l'humilité d'écouter des hommes qui ont de réelles raisons de se plaindre, notamment de leur bannissement dans la nation et dans la démocratie. Il y a à faire attention à nos extrémismes qui peuvent pousser à d'autres extrémismes dans la volonté et le désir de résistance pour s'affirmer et conquérir sa place dans la cité.

Demain, par le relèvement de la température dans le firmament politique, dans les turbulences des vents antagoniques qui s'affrontent, dans la certitude des gros nuages faits d'espérances qui s'entrechoquent dans la frénésie des agitations du ciel orageux, s'annoncent de grands chambardements, de terribles chocs qui provoqueront ces éclairs étincelants qui illumineront sur la terre éclatés des politiques, de nouveaux regrou-

pements qui lamenteront les espaces politiques mal gouvernés et qui vivent depuis peu, sous les vibrations des séismes qui les secouent. Il en est ainsi arrivé pour le PS en France de se disloquer, de disparaître presque, ne laissant derrière une histoire pourtant glorieuse de ses vieux ténors, aujourd'hui par les mesquineries de ses héritiers incapables, que honte et humiliation pour laisser émerger dans la belle et grande France en mal de leadership, la « Macronie » tâtonnante, rattrapée par ses suffisances et ses fiertés dégonnées par la réalité du pouvoir et l'ardeur des Gilets Jaunes qui en révèlent toute sa fragilité et toute sa déviance.

Peut-être, le même destin au Niger pour le parti de Bazoum très malaimé, quand on sait que les deux partis amis, ayant copiné à l'International socialiste, ont péché ensemble dans la gouvernance au Niger, l'un par ses impairs et sa gouvernance cahoteuse, l'autre par ses indulgences coupables qui ont développé inutilement un sentiment anti-français chez les Nigériens.

Demain, quand s'en ira Bazoum, à la conquête de ce qu'il croit être un bétail électoral mobilisable par les mêmes manipulations, il ne trouvera que des prairies désertées, l'électorat moutonnier ayant désormais mûri, pour comprendre enfin ce qu'il veut pour lui-même et pour le Niger. Demain, quand l'orage viendra...

ISAK.

**Le Nouveau
Républicain**
Hebdomadaire Nigérien d'Informations générales

Siège quartier route Gamkalley - RCCM -
NI-NIA-2016-A-1890 - NIF : 46352/S
Tél. : 94 94 63 61 - E-mail:
lenouveaurepublicain@yahoo.com

Directeur de Publication
M. Maiga Amadou Ibrahim
99 19 39 87

Services Généraux
Hassane Djibo Madé
96 89 94 84

Tirage: 8 pages 1.000 exemplaires sur
les presses de la GIN

Enseignement supérieur :

Le forcing de la renaissance



La Renaissance est une excellente coiffeuse : elle a coiffé un à un, acteurs politiques et sociaux, souvent avec la bénédiction de certains qui avaient joué le jeu pour aider à brimer un autre, heureux de s'en satisfaire au nom de leurs antagonismes, de rendre service à un ami politique dangereux, et espérant ainsi rentrer dans ses grâces. Abdou Labo, Ladan Tchana et le SNECS lui-même, ne diront pas le contraire. Cela fait deux mois que le syndicat des enseignants chercheurs mène une grève perdue pour défendre des acquis, défendables à tout point de vue, pour lesquels son combat est légitime et bien compris de la majorité des Nigériens. Mais pour ces jeux troubles dans un passé récent, il y en a qui ne peuvent le comprendre dans ces nouvelles luttes, somme toute justifiées, contre son allié d'hier : il l'aura voulu, il l'aura cherché et pour les plus méchants de ceux-là, il l'aura amplement mérité. Dans la vie, il faut savoir défendre le vrai et le juste, sans regarder des visages, sans considérer des relations. Par éthique et objectivité intellectuelle.

Pour autant, le SNECS ne fait que défendre une valeur des temps modernes, la démocratie dont l'université se veut être le creuset pour en donner le meilleur modèle à une société qui peine à s'en accommoder, sans oublier aussi que c'est là que se forme l'élite intellectuelle du pays, pouvant aspirer, un autre jour, à des ambitions et des rôles politiques à assumer dans la République. L'Université est un grand laboratoire. Voilà qui légitime son combat et l'on ne peut que comprendre son intransigeance car en restant mordicus à cette position, ce n'est pas que l'université qu'il défend, mais des valeurs, la démocratie, un acquis aussi. Peut-être qu'il ne reste plus que cette force debout dans la nation, et qu'en la mettant à genoux elle aussi, le système pourra plus rien respecter, plus personne, et il avancera, brutalisant les procédures et les hommes : son autoroute est ouverte pour tout oser enfin. Les Nigériens doivent faire attention à ce

qui leur arrive sans qu'ils n'en prennent la mesure. Ils payeront pour leurs combines et pour leurs lâchetés !

Il est clair qu'en matière de gouvernance, le mode électif est de loin le meilleur, sinon, on n'aurait aucune raison d'aller à la démocratie. Faut-il donc croire que les socialistes nigériens ne croient plus à la démocratie et qu'après l'expérience d'une gouvernance controversée difficile pour eux à gérer dans le fair-play, ils ne peuvent plus supporter le débat démocratique et ses contradictions sous-jacentes ? Les Nigériens ont alors de bonnes raisons de s'inquiéter quant au sort de leur démocratie aux mains de personnes qui ne croient plus qu'à la brutalité, jamais aux vertus du dialogue fécond pour assoir les bases d'une stabilité durable. Rien, malgré la profession de foi du ministre Yahouza Sadissou, qui demande, non sans faire sourire, à son partenaire de mettre de l'eau dans son vin, comme si le gouvernement n'en a pas pour faire autant, et montrer ainsi qu'il a une réelle volonté d'apaiser la situation et de trouver de manière consensuelle, une solution à un problème qui se tasse et qui s'aggrave par les extrémismes d'un pouvoir et qui aggrave la situation d'universités déjà fragiles car manquant cruellement de moyens de la part de gouvernants qui ne se soucient que très peu de l'enseignement dans son ensemble quand même ils ont le produit d'un enseignement public alors véritablement gratuit à leur époque. Qu'est-ce que le Conseil des Recteurs des Universités Publiques, lors de sa session de Niamey, n'avait pas dit au ministre de l'époque, Ben Omar, quant à la modicité des moyens qui sont alloués aux universités et qui ne peuvent même pas venir à temps pour permettre d'atteindre les objectifs poursuivis ? Il n'est donc que trop facile de parler de résultats maigres, sans jamais avoir le courage intellectuel de dire que les moyens ne suivent pas. La recherche, faut-il le rappeler, coûte cher et seule une réelle volonté politique peut accompagner dans des programmes variés que poursuivent les universités dont le rôle, par essence, est

d'assurer un service public de qualité. C'est connu. Et l'on peut plaindre à juste titre que nos gouvernants ne puissent pas être capables de programmation pour s'être laissés aller, sur des bases populistes et électoralistes, à créer à tout vent, des universités sans penser au poids financier qu'elles feront peser sur les maigres ressources de l'Etat. Qui font face déjà à d'immenses défis. Ces faux-fuyants ne peuvent donc pas se comprendre dès lors qu'on a choisi d'ouvrir ces différentes universités. Maintenant, il faut s'assumer !

Mais, peut-on d'ailleurs avoir de dialogue, quand prenant sa décision, le gouvernement dit que la question de la désignation des recteurs ne peut être négociable se précipitant à faire voter son texte sans attendre d'aplanir les points de divergence ? On ne peut que douter.

On aura compris alors que le gouvernement est décidé à faire de ces postes, des enjeux politiques pour contenter la clientèle politique. Les socialistes ne se battent donc que pour vouloir occuper tout l'espace, non pas pour travailler efficacement ainsi que le modèle électif l'impose, mais pour profiter de positions qu'ils peuvent se partager au moyen de nominations et de partages politiques. Et aucun discours de ces responsables bons parleurs, ne peut convaincre que c'est pour le bien des universités et surtout que c'est pour une gestion rigoureuse de ces entités qu'ils auraient fait passer leur texte au forceps. De quelle expertise peuvent-ils d'ailleurs se prévaloir en l'espèce pour vouloir imposer leur choix, refusant de négocier avec les acteurs qui animent les universités ? Peuvent-ils être les seuls à savoir réfléchir pour que, toutes les fois, la vérité soit de leur côté ? Si, hier, l'on avait décidé de quitter le mode de désignation des responsables, par la nomination, pour aller au mode électif, c'est que l'on avait mesuré ses limites pour vouloir cet autre, par lequel, sur la base d'un programme et d'une ambition défendue devant la communauté qui sait mieux qu'un autre ce qu'elle veut pour son université, et vis-à-vis de laquelle, les élus sont redevables pour gérer dans l'obligation de rendre compte. Que peut-on vouloir de mieux ? Ce qui intéresse l'Etat c'est de s'assurer que les universités marchent et que les fonds qui leur sont alloués sont judicieusement consommés.

Et puis, le gouvernement peut-il ne plus savoir qu'en cette ère d'audit, il aurait fallu qu'il se prévale des pertinences des conclusions d'une étude commandée pour évaluer la gouvernance démocratique des universités publiques, pour alors porter des réserves, et envisager d'y remédier par des solutions suggérées par l'étude, solutions qui ne sauraient se décider dans un cercle fermé sans que l'université ne soit pleinement impliquée. Ce n'est qu'une question de bon sens. La vérité, on le sait, est que les Renaissants ont des appréhensions et donc leur

agenda.

Pourtant, selon des indiscretions, ce sont les universités dirigées par des recteurs nommés qui ont aujourd'hui de graves problèmes de gestion, de comptabilité même, et l'on sait par exemple, qu'à Tahoua, à une certaine époque, les enseignants étaient allés plusieurs fois en grève pour décrier la gestion du recteur. Se prévalant de ses soutiens politiques, l'homme pouvait en faire à sa tête, rassuré des protections de l'en-haut auquel il doit sa position. Sans doute que les enseignants chercheurs, ne demandent pas mieux sinon que de sortir les résultats des inspections et de faire payer ceux qui ont mal géré, fussent-ils des recteurs élus qui ne peuvent qu'être vulnérables, surtout quand ils se revendiquent apolitiques ou de l'opposition. Si l'on prétend qu'ils ne gèrent pas bien, pourquoi ne pas leur faire rendre gorge ? Pourquoi hésiter à faire payer des gens qui auraient spolié l'Etat et trahi leur communauté professionnelle ?

Les débats à l'Assemblée Nationale, le samedi dernier, ont montré, ainsi que l'a relevé un député, que le gouvernement ne se base sur aucune analyse pertinente, scientifiquement menée, pour justifier, son entêtement à appliquer « sa » loi qui ne convainc pourtant personne. Où sont ces députés, les 125 qui avaient servilement voté la loi sans penser à l'intérêt général, car au moins, ils peuvent ou renvoyer le texte en seconde lecture, ou appeler le gouvernement à négocier pour qu'avec son partenaire, ils parviennent à un consensus indispensable autour de la loi décriée – un autre dira scélérate. L'on ne peut lire ce samedi matin que l'insouciance de ses députés qui ont boycotté la séance plénière, refusant de siéger dans la salle pour défendre leur vote et pour s'assumer face au peuple et face à l'Histoire. Comment de tels députés, peuvent-ils opérer des choix responsables quand ils ne prennent qu'à la légère, leur rôle ? On l'a vu d'ailleurs le jour de la votation de la loi en question, avec un président qui peine à s'imposer et qui ne peut imposer la discipline à ses collègues, les appelant sans succès à rester dans la salle en leur rappelant, élevant une voix inaudible dans le brouhaha des élus nationaux – entendez l'ironie –, que ce n'était pas fini.

C'est cela notre assemblée ! C'est triste.

Pourquoi, alors qu'il dit qu'une étude a été conduite et qu'un atelier de validation aurait été organisé pour capitaliser ses conclusions, l'on ne dit pas à la représentation nationale, les grands traits de ce que l'étude reproche à la gouvernance démocratique des universités ? En ce moment, les Nigériens seront édifiés sur la pertinence de la loi que le gouvernement envisage de mettre en œuvre et qu'il peut désormais appliquer avec la bénédiction de députés godillots qui ont oublié le contrat moral qui les lie à des électeurs, à une nation à laquelle politi-

quement et moralement, ils sont redevenables.

Devant l'assemblée nationale, qu'a-t-on entendu, après les différentes interventions des députés, de la part du ministre de tutelle, conducteur de la réforme ? Rien que de la démagogie ainsi que l'a subtilement et intelligemment relevé, l'Honorable député Lamido, qui ne peut cacher sa perplexité face au discours du ministre qui ne montre aucun problème alors que tout le monde se plaint, et surtout, selon sa version qui ne peut être crédible, que tout se serait fait dans la concertation avec les différents acteurs qui se plaignent pourtant de ne pas être associés pour dénoncer aussi bien la démarche que les intentions du gouvernement. Mais pourquoi, y a-t-il eu ces grèves et pourquoi, est-on allé vite à faire voter le texte pendant que la grogne se poursuit ? Non, encore une fois, on nous ment.

Peut-être que la montée de certains acteurs dérange les tenants du pouvoir...

Même lorsque le ministre dit que les chefs de départements et les Doyens seront élus, l'on ne peut croire, car, dans la pratique, comme s'il l'ignorait, les chefs de départements, ne le sont pas. En vérité, si la Renaissance a forcé pour imposer son texte dont l'application, conduira certainement à la morte lente des universités publiques déjà peu loties, c'est que certaines élections, à une échelle inférieure, l'avait déjà inquiété, elle qui ne veut que voir partout des hommes et des femmes acquis à sa cause dans toute l'administration. Lorsque que par un scrutin, une faculté se choisit souverainement un doyen qui plus, est affiché politiquement pour être d'une opposition – ce qui est pourtant du ressort de ses libertés et de ses droits – l'on ne peut qu'imaginer l'état d'esprit qui anime un gouvernement qui doit, en conseil de ministres, prendre à son corps défendant, l'acte qui consacrer l'élu à sa nouvelle promotion. Les socialistes sont de « petit cœur » et ils ne peuvent comprendre qu'on a beau être un opposant, parce que l'on prend un salaire de l'Etat, l'on a l'obligation de travailler pour le justifier et ce quelle que puisse être l'obédience de laquelle l'on pourrait se réclamer. C'est bas. Pourquoi s'en gêner quand tout le monde sait qu'il s'agit d'hommes et de femmes compétents et qui ont en plus fait leur preuve au plan universitaire, en gravissant les étapes de l'échelle du CAMES malgré le fait que, se servant de mensonges et d'intoxication, le gouvernement prétend que nos universités seraient les dernières, parce que peut-être, n'ayant pas réussi à nous faire changer de position dans les classements du PNUD pour être éternellement les derniers de la planète, du moins sous son règne, il puisse s'imaginer que partout il en est tristement ainsi. Toute chose qui montre par ailleurs que ce gouvernement ne s'intéresse même pas aux performances de ses universités pour savoir par exemple, les sommités qui la forment et la distinguent aujourd'hui, et surtout les exploits de ses enseignants depuis des années pour leurs passages au CAMES. Se peut-il que le ministre de tutelle l'ignore pour aller défendre des contre-vérités devant la représentation nationale

et faire croire, falsifiant la réalité, que nos universités ne seraient pas performantes ? Peut-il savoir combien nombre de ces enseignants sont respectés tant dans le pays qu'à l'extérieur, notamment parmi leurs pairs d'autres universités du monde, d'autres chaires prestigieuses ? Mais, il ne peut en être autrement pour des gens qui ne peuvent croire à leur armée, pour aller appeler d'autres de nations étrangères pour qu'elles assurent notre sécurité avec les résultats que l'on sait.

Face à ce qui arrive au SNECS, beaucoup d'observateurs se demandent s'il n'est pas victime de ses turpitudes, de ses amitiés dangereuses avec le système qu'il avait sournoisement servi à une époque.

Hier, lorsque l'USN avait fait son choix du confort des V8, du confort pour sacrifier la défense des intérêts des scolaires, l'UENUM était finalement seule sur la ligne défensive, se défendant comme elle le put. Mais en instrumentalisant un incident au départ des bus du CNOU entre des éléments de la CASO et un enseignant chercheur, ce que l'ensemble des Nigériens avait déploré, en se servant du SNECS qui défendait un militant agressé, le gouvernement s'en saisit, sans doute au grand bonheur du syndicat des enseignants-chercheurs et l'on n'était que surpris d'entendre qu'après, au lieu de que ce soit, au nom de l'imputabilité, les seuls agresseurs identifiés qui paient pour leur inconduite, les sanctions étaient allées au-delà, jusqu'à décapiter une UENUM pour laquelle on s'est servi d'un joli alibi pour régler des comptes, notamment à des syndicalistes restés dignes qui avaient refusé de se faire contrôler. Et le SNECS s'en était contenté, heureux de triompher sur ses étudiants. Premier épisode.

Mais alors que le SNECS patauge dans sa grève, les étudiants ne se contentent que de timides déclarations appelant, presque indifférents, les deux camps « à privilégier le dialogue », déplorant au passage d'être les victimes oubliées d'une confrontation marquée de part et d'autre par des extrémismes, et peut-être heureux aussi de voir, leur fossoyeur payer aujourd'hui, coiffé par le même caiffeur.

Deuxième épisode de la saison.

Mais ce que les étudiants oublient, c'est qu'on ne lutte pas avec des rancunes car le combat qu'un homme mène, il ne le mène pas pour un homme même qu'il profite à des hommes mais pour des valeurs, pour un idéal de vie. C'est sans doute pour cela que le MOJEN avait appelé les étudiants, dans une récente déclaration) soutenir le lutte des enseignants chercheurs. Il n'est que dangereux pour eux, de prendre cette posture, ne pouvant avoir le courage de prendre position dans un débat qui les concerne aussi au plus haut point et surtout qui les met à mal aujourd'hui car détruisant leur espace d'étude déserté depuis des semaines. Il n'est que trop facile d'accuser les enseignants d'être seuls responsables des retards académiques, des "années kilométriques". Pour ce faire, le seul fait, tout à fait justifié de plaindre le SNECS pour ses complicités d'une époque avec le gouvernement

pour l'aider à l'écraser, ne peuvent les disculper de ne pas se donner un droit d'ingérence dans le conflit qui perdure, d'abord parce qu'ils sont les premières victimes mais aussi parce qu'il s'agit de défendre une valeur universelle, celle de la démocratie en l'occurrence, en proscrivant la loi rétrograde qui avance sous les boubous. Et quand on sait que l'USN se targue d'être à l'avant-garde de la lutte pour la démocratie ! Il y a cependant sans doute des choses qu'on peut leur reprocher et là même pas à tous : il y en a qui stagnent dans leur grade, ne pouvant ni chercher ni trouver, et peut-être aussi cette ingratitude d'enseignants dont nombre d'entre eux, issus de milieux défavorisés, ne peuvent comprendre les facilités à offrir à des étudiants qui veulent avancer et ce à un moment où l'Etat a besoin de cadres pour l'enseignement supérieur, pour exiger pour une thèse, en plus des droits d'inscription annuels, des frais de labo pour lesquels, nous dit-on, il faudrait déboursé quelques un million cinq cents mille francs ! Une université, peut-elle être lucrative ? On comprend que le sujet divise les enseignants, les départements aussi, car certains, restés fidèles à des convictions et n'ayant pas oublié leur propre parcours, trouvent scandaleux de demander tant, dans une université pourtant publique. N'est-ce pas la preuve que l'Etat doit donner les moyens pour permettre aux universités de faire face à leurs charges ?

En tout cas, le gouvernement a trouvé la faille et il s'en sert à cœur joie pour opérer son passage en force et faire adopter par une assemblée servile, un texte controversé qui, le ministre a beau dire qu'il est le résultat d'une concertation régulière avec les enseignants, reste au cœur de la division et des tensions que vit l'université.

Il n'y a pas que le SNECS à regretter ses amitiés avec les socialistes. Beaucoup d'autres s'en mordront des doigts car après que méthodiquement, il ait séparé chacun de son partenaire naturel, le régime saisit opportunément, les moments propices pour faire passer chacun à sa guillotine. C'était d'abord les enseignants du primaire et du secondaire qui ont fini par se diviser, revivant en leur sein des inimitiés irréductibles qui les fragilisaient, puis ce fut le tour d'une société civile, et surtout de partis politiques qui, autant en leur sein qu'au sein de leurs regroupements, sont traversés de part en part par des courants défaitistes pour être fracassés et fragilisés. Ce n'est donc pas pour rien que, par le hold-up que l'on sait, le régime s'était débrouillé à se donner une majorité écrasante qu'il ne saurait avoir par des élections régulières que des gens ont refusé de dénoncé (souvent même à l'intérieur de la mouvance avant qu'on ne leur ferme la bouche) pourtant pour des calculs inavouables, et demain, qu'ils ne se méprennent pas, la grande surprise pourrait venir quand on sait qu'avec la majorité trafiquée, le régime qui n'a pas dit son dernier mot, pourra sortir son Joker pour dérouler le plan qu'il a délicatement dissimulé jusqu'ici, y compris à ses propres alliés.

Un vote moutonnier

Comme troupeau de panurge, les députés se réclamant d'une majorité méca-

nique, ne se sont pas fatigués à penser les contours de cette loi, ne répondant que servilement au dictat d'un sommet qui donne des ordres à appliquer sans sourciller, les yeux fermés. Et le jackpot a révélé son secret connu d'avance : 135 pour, 28 contre, et 2 abstentions qui pourraient être ces députés qui flottent, manquant d'ancrage à l'hémicycle depuis leur infortune et leur démêlée avec leur parti. Mais, ces arithmétiques faciles, peuvent-elles régler aussi facilement le problème ? Ce résultat écrasant, peut-il taire le débat quand on sait qu'il ne correspond pas à une large opinion partagée dans le pays ? Ce n'est pas si sûr. En se targuant d'avoir une majorité pour croire qu'il peut tout se permettre, le pouvoir fait montre d'un comportement dangereux au nom duquel, l'on peut s'attendre à tout dans le pays. D'ailleurs, en face de quelle revendication, la Renaissance a une fois reculé pour concéder même un minimum face à un partenaire ? Les enseignants du Niger en savent quelque chose, les médecins spécialistes aussi, la société civile également. Ne parlons pas des partis politiques et de leur CNDP égaré. Ils sont forts et ne reculent devant aucune force. Ils sont Hercule ! Les Nigériens le savent désormais. Et demain, ils seront nombreux à se mordre des doigts. Tant pis. Les députés, par ce vote qui consacre la réforme dans les universités publiques, auront, face à l'histoire, choisi de sacrifier l'université et cette jeunesse dont le sort ne semble plus les préoccuper. N'écoutez pas la démagogie de Yahouza Sadiou, dans son air sérieux et son ton grave, qui fait croire que le gouvernement serait disposé à « trouver une situation saine » que leur arrogance est en train d'amplifier pourtant. Peut-on avoir cette attitude de mépris et prétendre qu'on veut dialoguer ? Ou bien, est-ce juste pour mettre les gens devant le fait accompli ? Et le député du Moden Fa Lumana, l'Honorable Issoufoussaka, pose la question redoutable : « que seront des doyens élus sous la coupe de recteurs nommés ? La réponse n'est pas venue. La mise en œuvre, nous en dira davantage. Et d'autres surprises suivront. L'autre député du même parti, l'Honorable Nassirou Halidou, ne manque pas aussi de lucidité : pour lui, cette loi ne vise qu'à « régenter l'université à partir des recteurs » et surtout de « politiser les universités », ce, après avoir « tué » le primaire et le secondaire, aujourd'hui hyper-politisés au point où, la compétence ne compte plus, si ce n'est la carte politique. Une situation qui a fini par faire de notre système, l'un des moins performants de la sous-région. A un moment où l'on parle de dépolitiser l'administration de manière générale et l'école plus particulièrement, cette réforme ne saurait être comprise comme un choix opportun et judicieux, pertinent et défendable. Il y a derrière, forcément, une intention de politiser enfin l'université ! Et c'est un choix grave.

Et sans gant, ainsi que le dit Nassirou Halidou, comme pour conclure le débat de cette matinée moche, à travers le ronronnement farfelu des interventions fades : « C'est des mensonges comme d'habitude »....

ISAK.

Gouvernance :

Peut-on organiser des Elections sans l'opposition ?

L'opposition béninoise, à travers deux figures emblématiques : Nicephore Soglo, et Thomas Boni Yayi, ont donné lieu à la résistance face de la volonté méprisante du Président Talon. A l'attention de notre opposition nigérienne qui fuit l'engagement et l'action, observez bien ce qui se passe au Bénin, au Soudan, et ailleurs. Talon de manière délibérée a porté les acquis démocratiques au Bénin. C'est eu égard à cette dérive que Gilbert MAKOU écrit : « Aujourd'hui, le Bénin traverse l'étape la plus périlleuse de son histoire. Notre avenir commun est assombri par un défaut de patriotisme manifeste, qui met les intérêts personnels de nos dirigeants au dessus de ceux du Bénin. Le régime affiche clairement sa volonté de mettre fin à nos acquis démocratiques. Quelle est donc cette démocratie vidée de toute

sa substance et chargée par la terreur, les menaces, la ruse et les manipulations ? Qu'est-ce donc cette démocratie vidée de l'un de ses piliers fondamentaux : donner l'opportunité à tout citoyen de choisir librement ses députés, par son bulletin de vote ?

De la situation actuelle combien confuse du pays, des voix s'élèvent pour exprimer à Nicephore Soglo et à Thomas Boni Yayi à gorge déployée, sympathie et reconnaissance pour tout ce qu'ils ont accompli, mais surtout ce qu'ils endurent injustement par l'acharnement, l'esprit de vengeance et la folie des hommes. ». Folie du pouvoir, que j'appellerai érection d'une démocratie forte. Pourquoi ?

Une « démocratie forte » est celle qui fait fi de la place et du rôle d'une opposition dans une démocratie constitution-

nelle. C'est donc dire que dans la « démocratie forte » qui adviendra – ou qui est déjà là -, l'opposition n'existera plus de fait et de jure (de droit), mais deviendra fantôme, virtuelle, une simple lapalissade.

Or, il est bien de savoir que la démocratie (du grec demos et kratos) est différente de la démocratie forte. Les grecs ne définissent pas la « démocratie forte », mais la démocratie directe au sens où tous les citoyens ont droit de cité, participent à la chose publique. Intégrer la notion de « Force » dans le concept, c'est le dénaturer, l'oblitérer via la mal gouvernance. Le peuple des siècles antérieurs, et le peuple aujourd'hui sont incommensurablement différents. La belle démocratie, vivante et vraie, que tous les nigériens ont ensemble réussi à instaurer dans ce pays, est incompatible

avec la dictature, avec une démocratie forte. Quiconque appréhende la sémantique de « démocratie forte », conclura parfaitement à une velléité d'ériger la démocratie en dictature. Et constitutionnellement cette érection, voire cette métastase de la démocratie constitutionnelle en démocratie forte est une atteinte à la souveraineté du peuple. C'est tout bonnement un détournement de la vraie démocratie à des fins personnelles, partisans. Mieux, il sied d'avancer que la Démocratie n'est pas un contrat de soumission. Cette forme de démocratie, où les textes constitutionnels ne sont pas respectés doit être proscrite en Afrique, et les Présidents qui ne respectent plus la volonté du peuple, il faut les déférer devant des tribunaux spéciaux.

Mika

Crise universitaire :

L'autonomie des universités publiques officiellement remise en cause

Avec l'adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi dit de réforme des universités publiques du Niger, l'autonomie de celles-ci est désormais officiellement enterrée par le régime de Issoufou, dont certains éminents membres en étaient les plus grands défenseurs il y a de cela quelques années; mais, il faut dire que l'autonomie des universités publiques n'était déjà plus une réalité avant le vote solennel des députés d'aujourd'hui.

En effet, il faut dire que les universités publiques du Niger, en tout cas celle de Niamey, avait cessé d'être autonome depuis ce jour du 10 avril où une escouade de policiers et de gendarmes, surexcités, s'y est introduite, sans une autorisation écrite préalable du recteur, pour molester les étudiants, saccager les bibliothèques et gazer les éminents enseignants chercheurs. Ce jour là, un jeune étudiant, Bagale Mallah, a trouvé la mort, victime de la furie des éléments des forces de l'ordre envoyés par le régime en place pour écraser la révolte estudiantine.

Quand le ministre de l'enseignement supérieur de l'époque, un certain Ben Omar, est apparu sur le petit écran pour affirmer que l'intervention des forces de l'ordre avait été autorisée par le recteur élu de la plus grande université publique du Niger, on se souvient que ce dernier a préféré se taire pendant des jours ; et c'est bien longtemps après le show télévisé de Ben Omar que les Nigériens ont su qu'il n'y avait pas d'autorisation du recteur et qu'il y a eu effectivement violation des franchises universitaires. Cet



épisode avait révélé à tous qu'un recteur élu n'est pas forcément mieux qu'un fonctionnaire nommé par décret ; et que parfois un universitaire peut se révéler plus servile qu'un "lacourou".

Après cet épisode, c'est un bras de fer entre le SNECS et l'UENUN qui est venu alerter le monde entier que la plus grande université publique du Niger ne sait pas jouir de son autonomie, chose précise pour laquelle des hommes et des femmes se sont battus ici et ailleurs pendant des années. Les enseignants chercheurs ont usé de tous leurs pouvoirs pour obtenir la tête de quelques dirigeants estudiantins coupables de n'avoir rien fait pour empêcher l'agression par leurs camarades d'un éminent chercheur membre du SNECS. Ils ont manqué de peu d'obtenir du gouvernement, à l'époque érigé en arbitre, la fin de la représentation des étudiants dans les instances délibérantes de la très autonome université publique.

À l'époque, plusieurs voix se sont élevées pour rappeler aux enseignants chercheurs que leur bras de fer contre

le mouvement étudiant pourrait sonner le glas de l'autonomie des universités publiques dont ils se posaient déjà en défenseurs ; mais, personne n'a pu convaincre des enseignants chercheurs décidés à extirper de leur espace la gangrène criminelle introduite par un mouvement auquel beaucoup d'entre eux appartenaient il y a si longtemps encore. C'est le régime de Issoufou Mahamadou qui a tiré enseignement de cet épisode comme du premier épisode de la crise d'autonomie des universités publiques : la première fois, il s'est adjugé les dirigeants du mouvement étudiant et scolaire ; et la dernière fois, il a décidé de reprendre aux universitaires tous les pouvoirs qu'ils se sont battus pour avoir.

Aujourd'hui, les maîtres et leurs élèves se retrouvent dans une sorte d'impasse ; ils réalisent enfin ce que tout le monde voyait venir et ne savent plus à saint se vouer. C'est triste, bien triste ; mais, pas seulement pour eux. C'est triste pour le pays tout entier. La situation actuelle vient montrer que ce

pays a un grave problème ; et ce problème, c'est l'apathie qui s'est installée dans l'esprit de millions de personnes. C'est cette inaction de la société toute entière face à la grave crise qui mine l'ensemble du secteur de l'éducation dans son ensemble. Cette inaction montre, si bien est, que l'avenir collectif n'intéresse plus grand monde.

En tout cas, on peut bien se moquer des enseignants chercheurs qui ont tissé la corde avec laquelle le régime de Issoufou Mahamadou cherche à les pendre; mais, n'oublions pas que d'autres peuvent aussi se moquer de nous tous qui regardons une poignée d'autocrates détruire l'école publique. La question de l'élection des recteurs et des autres responsables des universités publiques n'est pas seulement une affaire des enseignants chercheurs ; et si nous pensons que cette question est superflue, parce que nous ne voyons plus depuis longtemps de différence entre des autorités universitaires élues et nommées, ne soyons pas surpris qu'en 2021 le successeur de Issoufou Mahamadou soit nommé par décret ou par acclamation comme lors de sa désignation en qualité de candidat. Les enseignants chercheurs ne feront pas leur autocritique, c'est certain; défendons l'autonomie des universités publiques, c'est sûr ça leur servira de leçon. Les étudiants d'aujourd'hui feront certainement des thèses sur ces tristes épisodes ; mais, il faut, pour que cela advienne, que chacun se lève et se batte pour que l'école, à tous les niveaux, marche.

Moussa Tchangari

**Nouvelle rubrique :
« le Nigérien »**

Cette nouvelle rubrique traitera hebdomadairement du comportement de tous les jours du citoyen nigérien dans notre société, sur le plan politique, socioéconomique et culturel.

Au Niger nombre sont les fois, où la société civile, les scolaires et certains acteurs de l'opposition sortent pour revendiquer un quelconque droit, cela se passe, il faut le souligner le plus souvent dans des conditions affreuses. Marcher, protester c'est un droit, mais casser, bruler et détruire n'en n'est pas un. Alors ici il convient de notifier que même si l'on a des droits l'on a aussi des devoirs. Comme le dit Rousseau là où s'arrête la liberté des uns, commence celle des autres. Ceci étant, comprenons que même notre liberté a des limites, de même pour nos devoirs. Malheureusement c'est cette limite que ne n'arrive pas à respecter le nigérien. Chaque fois qu'il va en grève ou proteste quelque chose qu'il n'est pas prêt à consommer, cela a rarement lieu dans les conditions prévues par la loi ! Il n'y a en effet, aucun respect de la part du nigérien vis-à-vis de ses semblables et des lois qui régissent notre société lorsqu'il effectue une marche. Il casse et brule tout son passage. Il s'en prend à tout ce qu'il croise sur son chemin, comme si c'était en agissant ainsi que le problème allait être résolu. Et ce qui est choquant, c'est qu'en dehors des biens publics auquel il s'attaque, il s'en prend aussi aux innocents et à leurs biens. Et le plus souvent sans pouvoir réparer les dommages causés. Alors est-ce parce qu'on est mécontent d'une situation qu'il faut à tout prix que cela affecte aussi le non concerné ? Et bien non, car en agissant de la sorte, l'on crée encore d'autres mécontents et aussi c'est le pays que l'on met en retard. C'est pourquoi nous saluons la réaction du gouvernement vis à vis de ce genre d'individus qui a commencé par la sanction faite au préalable à l'endroit des acteurs de la société civile, et bien évidemment celle faite à l'endroit des scolaires. Si de telles décisions continuent d'être prises et appliquées à la lettre, je crois qu'ainsi le nigérien s'appliquera et se conformera aux normes en vigueur. Faudrait-il souligner qu'aussi pour changer positivement la mentalité du nigérien, il lui faut au-delà de fortes sensibilisations, l'instruire dans le sens du civisme.

Ibrahim Maïga

Société :

Fin de la mendicité dans la ville de Niamey ?

Les autorités de la ville de Niamey ont annoncé dans un communiqué l'interdiction de la mendicité sur les lieux publics - rues, carrefours, alentours magasins- à compter du 1er mai 2019. Cette décision intervient dans le cadre des multiples mesures prises afin de donner à notre capitale une image d'une ville moderne à laquelle les autorités actuelles aspirent depuis 8 ans.

Le phénomène de la mendicité sur les lieux publics fait partie du décor de la ville avec des personnes de tous âges tendant la main aux passants. Un comportement qui donne une mauvaise image à la capitale, pourtant le programme de la renaissance fait des efforts pour donner plus de visibilité aux grandes villes du pays.

Selon le communiqué signé par le Président de la ville de Niamey, seules trois catégories de mendiants autorisés - handicapés, personnes âgées et endettés ou victimes de sinistre- sont invitées à se replier sur les lieux de culte et les centres sociaux, précise le texte qui interdit aussi la mendicité des mineurs.

Les parents ou les tuteurs des mineurs en-

courent des peines d'emprisonnement de 6 mois à un an", selon le code pénal, rappellent les autorités municipales. Dans le même communiqué, les autorités de la ville de Niamey annoncent l'interdiction du vagabondage, et avertissent que "des séries de contrôles seront organisées de jour et de nuit à partir du 1er mai par la police nationale."

Notons que, cette mesure fait suite à plusieurs rencontres avec les différentes parties prenantes. En effet, les autorités de la ville de Niamey ont tenu des réunions à l'issue desquelles, les oulémas ont donné des explications concernant les conditions de la mendicité en islam.

Selon certains observateurs, à l'origine la

quête qui servait de "filets sociaux - allocations pour les apprenants coraniques ou de sécurité sociale pour les handicapés ou les indigents- tend à devenir une profession dans les grandes villes avec ses déviances - prostitution, violences, criminalités.

D'autres estiment que, les autorités doivent revoir leur décision afin de permettre aux mendiants de profiter avec le moi béni de Ramadan qui s'annonce, un moment d'adoration où les croyants font plus d'aumône. L'un ou l'autre, il est temps que des mesures rigoureuses soient prises afin que notre pays puisse donner une image qui traduit les valeurs culturelles, sociales et religieuses.

Boza

Objectif des OSC et ses partenaires

Plus de paludisme, tuberculose et de sida d'ici 2030

Au Niger, le Paludisme constitue un des problèmes majeurs de santé auxquels le pays fait face. Comme pour le Paludisme, la Tuberculose et le Sida constituent aussi de grandes préoccupations en matière de santé de population. Ainsi dit, son excellence Issoufou Mahamadou, a fait de la lutte antipaludique, une priorité en adoptant une politique nationale de santé en parfaite adéquation avec la stratégie mondiale de lutte contre le paludisme 2016-2030. Ce qui a d'ailleurs valu au président de la république d'être choisi par le fond Mondial pour être son lauréat pour la 6ème reconstitution des fonds en 2019. Aussi, les organisations de la société civile (OSC) nigérienne actives dans la lutte contre les trois maladies ne ménagent aucun effort quant à l'accompagnement de L'Etat dans la lutte contre ces différentes pathologies qui ne cessent de faire mort d'hommes.

Dans la matinée du vendredi 19, précisément aux environs de neuf heures, les différentes organisations de la société civile nigérienne ont tenu en présence des partenaires techniques et financiers un point de presse à Niamey. Comment amener à éradiquer le Sida, le Paludisme et la tuberculose ?, tel est le thème sur lequel s'est basé ledit point de presse. A cette occasion ont pris part, la présidente de la plateforme de suivi stratégique citoyen des politiques de Santé, Mme Chaibou Halimatou, le représentant des OSC de lutte contre le paludisme et la tuberculose et le représentant des OSC de lutte contre le Sida - pour ne citer que ceux-là. Au cours de son intervention la présidente de la plateforme a notifié que cette activité se tient, en prélude de la cérémonie officielle de la journée mondiale de lutte contre le paludisme conjointement organisée par RBM, l'OMS et le Gouvernement français pour en finir avec le paludisme qui a lieu aujourd'hui le 25 Avril à Paris à laquelle le Niger prend part. Cette date, il faut le souligner, correspond au lancement officiel du premier réseau mondial de la Société Civile pour l'élimination du paludisme (CS4ME), dont la plateforme est désormais membre. CS4ME a été créé lors du premier Congrès mondial de lutte contre le Paludisme en Australie, au cours d'un atelier stratégique organisé par GFAN Asie-Pacifique, l'APCASO, en présence de 40 organisations du monde et les représentants des communautés et de la société

civile engagés dans la lutte contre le Paludisme au niveau national, régional et mondial. Poursuivant son intervention, Mme Chaibou Halimatou a précisé que c'est à cette plateforme dont elle est la présidente, que fut donné le mandat du plaidoyer auprès des autorités compétentes. Sur ce, ladite plateforme a eu le soutien et l'engagement du président de l'Assemblée Nationale M. Ousseini Tinni, en ce qui concerne le projet qui lui a été soumis, celui de lutter et d'éradiquer les trois maladies majeures qui sévissent en Afrique, notamment au Niger, à savoir le Paludisme, le Sida et la Tuberculose. Il est important de souligner qu'un tel soutien de la part de nos autorités est notamment le fruit des actions de plaidoyers que mènent au Niger, les organisations de la société civile (plate-forme de suivi stratégique citoyennes politiques de santé, ONEN, FARAHAN) en collaboration avec le PNLP-Niger (Programme National de lutte contre le Paludisme) et le CCM Niger, envers les leaders locaux (Président de la république, Président de l'assemblée Nationale, Premier ministre, Première dame, Ministre de la santé, Secrétaire Général de la chambre de commerce et d'industrie), internationaux et les Parlementaires européens dans le cadre de la mobilisation des fonds domestiques et internationaux pour la lutte contre le Paludisme. Notons sur ce, que les OSC nigériennes ont entrepris pas mal d'actions en matière de lutte contre le Paludisme et la tuberculose. Entre au-



tres nous pouvons citer : l'information, l'éducation et la communication, la participation et la distribution de MILDA, l'appui aux campagnes de la chimio prévention du paludisme saisonnier, l'appui aux actions d'hygiène et assainissement avec l'organisation des événements sur la salubrité, le plaidoyer, le transfert des compétences et la participation à l'élaboration des documents stratégiques du pays pour ne citer que ceux-là. En somme, les OSC nigériennes sont actives dans la lutte contre ces trois pandémies, à travers la plateforme de Suivi Stratégique Citoyen des politiques de santé et le CS4ME attend à cette occasion jeter les bases d'une collaboration formelle avec ces donateurs et les autres acteurs pour une meilleure utilisation des ressources mis à la disposition de notre pays mais aussi pour des actions de plaidoyers en faveur d'une implication effective des autorités locales et des leaders communautaires à la base pour l'atteinte des objectifs d'élimination de ces trois maladies à l'horizon 2030.

Ibrahim Maïga

Meeting de l'opposition :

Le Front patriotique bientôt dans la rue

L'opposition politique nigérienne à travers la coalition dénommée Front patriotique projette d'organiser un meeting le dimanche 28 avril 2019 à Niamey. La manifestation vise à exiger du pouvoir le respect des principes démocratiques et ceux du jeu politique, entre autres.

Après des mois d'accalmie, l'opposition renoue avec le combat politique. Elle veut occuper le devant de la scène publique afin de rappeler à la mouvance au pouvoir qu'elle demeure une force avec laquelle il faut compter. Le silence observé depuis quelques mois n'est peut-être pas synonyme de capitulation. Il est stratégique car actuellement une vue globale des scénarii possibles pour les élections de 2021

est perceptible dans les agissements des partis au pouvoir.

Ne pouvant rester inactif face aux enjeux, le Front patriotique compte changer la vapeur en prouvant que l'opposition, et au-delà la population, a son mot à dire sur la conduite des affaires publiques. En effet, outre les questions électorales qui divisent les partis politiques, l'opposition croit dur comme fer que la gouvernance est en

déphasage avec les aspirations des Nigériens.

Pour le Front patriotique principalement composé du MPN Kishin Kassa et alliés, notre pays, du fait de la mal gouvernance, connaît une augmentation sans précédent du taux de chômage, un manque criard de soins de santé primaire, la mauvaise gestion des biens publics et une sécurité compromise par les incessantes attaques

terroristes qui endeuillent de nombreuses familles.

Pour dire aussi non aux multiples abus de pouvoir, le Front se prononcera amplement sur la gouvernance le Dimanche prochain. Réussira-t-il à mobiliser autant de manifestants ? Dans tous les cas, l'échec ou la réussite de la manifestation en dira long sur la capacité de cette structure à faire bouger les choses !

Sanda

Accords de paix:

23 ans après, l'insécurité demeure !

Le 24 Avril de chaque année est célébrée la journée de la concorde au Niger depuis 1996, date de l'anniversaire des accords de paix. En effet, cette journée coïncide avec la signature des accords de paix entre le gouvernement nigérien et les désormais ex-rebelles nigériens à Ouagadougou capitale du pays médiateur.

Ces groupes armés d'alors constitués en diverses coordinations qui s'étaient rebellés contre l'Etat du Niger avaient accepté de déposer les armes pour engager des pourparlers avec l'autorité centrale de Niamey. Cela a abouti à des accords appelés « Accords de paix ». Les négociations se sont déroulées sous l'égide du président Burkinabé de l'époque Blaise

Compaoré.

Historiquement, c'est pendant la deuxième et la troisième république que la rébellion a pris de l'ampleur au Niger bien que certains groupes rebelles étaient déjà dans le maquis depuis belles lurettes sous le régime du CMS du Général Seyni Kountché.

Ainsi, ces groupes rebelles organisés se sont mis à perpétrer des attaques à l'intérieur du pays surtout dans sa partie septentrionale perturbant ainsi la quiétude des paisibles citoyens et mettant en danger leurs biens. Ils avaient semé la psychose au sein des citoyens.

La récurrence des attaques des rebelles a plongé le pays dans une situation d'insécurité obligeant les

autorités d'alors à accepter de négocier. Grace à l'aide de certains pays amis, les protagonistes se sont mis à table pour des négociations afin d'arrêter le désastre.

Notre grand voisin le Burkinabé s'était investi corps et âme pour que tous les fils du Niger se réconcilient afin de ra-

mener la sérénité en leurs seins. Cependant, 23 ans après les accords de paix le Niger fait encore face à l'insécurité avec l'émergence du terrorisme. Faut-il alors négocier si possible afin de faire du Niger un havre de paix, vœux de l'ensemble des Nigériens.

Sanda

Saddat Illia Dan Mallam :

12 mois de détention sans procès !

De tous les acteurs de la société civile arrêtés dans la vague de protestation de la loi de finances 2018, seul Saddat Illia Dan Mallam garde prison sans procès. Son malheur résulte-t-il réellement de son activisme sur la scène publique ? Ce n'est pas évident car Malgré la pression des organisations de la société civile, l'affaire traîne et fait dire aux observateurs que Saddat Illia est victime d'un système politique qui ne cautionne pas la contradiction.

Détenu à la maison d'arrêt de Matamey située à 80 km de la ville de Zinder, Saddat Illia Dan Mallam est toujours dans l'attente de son procès. Un an après son arrestation son dossier n'a connu aucune évolution. Il croupit injustement en prison, selon la société civile qui estime que la déten-

tion du sieur Saddat est arbitraire au regard du traitement réservé à son dossier.

Coordonnateur du MPCR et membre de la branche régionale du cadre de concertation et d'actions citoyennes, il a été arrêté le 18 avril 2018 suite à une manifestation de la société civile qui protestait contre des nouvelles mesures fiscales contenues dans la loi de finances 2018.

Plusieurs fois, ses avocats ont introduit des requêtes en vue d'une mise en liberté conditionnelle. Mais, contre toute attente cela a été vain. Toutefois, le cadre de concertation continue de plaider pour libération sans condition de cet acteur de la société civile injustement arrêté.

Sanda

GRANDE PROMO DU 11 AU 24 MARS

16 000 F
DECODEUR HD + 2 MOIS
D'ABONNEMENT

ACCESS

AVEC



PROFITEZ DE 150 CHAINES, RADIOS ET SERVICES

INFORMATION



SERIE AFRICAINE ET NOVELAS



GENERALISTE



SPORT



RELIGION



94 24 11 11
(COUT D'UN APPEL LOCAL)

Tarif de 1200 F TTC en ligne de 11 au 24 mars pour tout abonnement
Informations : 94 24 11 11 ou 94 24 11 11

LES BOUQUETS
CANAL+